



Préfecture de la
région Île-de-
France

Direction régionale
et
interdépartementale
de l'alimentation, de
l'agriculture
et de la forêt



NOTICE D'INFORMATION À L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS DISPOSITIF STRATÉGIES LOCALES DE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE FORÊT- BOIS - VOLET ANIMATION

TYPE D'OPÉRATION 16.7 « ACQUISITION DE COMPÉTENCES, ANIMATION POUR L'ÉLABORATION ET LA MISE
EN ŒUVRE DE STRATÉGIES LOCALES DE DÉVELOPPEMENT » DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE
LA RÉGION ÎLE DE FRANCE

Cette notice présente les principaux points de la réglementation.
Lisez-la avant de remplir la demande.

**SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRÉCISIONS, CONTACTEZ LA DIRECTION RÉGIONALE ET
INTERDÉPARTEMENTALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT (DRIAACF)**

Cette mesure a pour objectif d'accompagner les démarches collectives permettant de structurer et de relocaliser les filières forestières par un soutien à des actions d'animations, de mise en réseau d'acteurs de l'amont à l'aval et d'outillage opérationnel.

LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention. Vous déposerez ce formulaire en un seul exemplaire auprès de la DRIAACF (Service chargé de la forêt et du bois) quel que soit le nombre de financeurs. La DRIAACF transmettra les informations concernant votre demande de subvention aux partenaires financiers.

N'hésitez pas à demander à la DRIAACF les renseignements nécessaires pour vous permettre de remplir le formulaire qui correspond à votre projet.

1- Présentation synthétique du dispositif

1.1 Une courte présentation du dispositif et de ses objectifs

Ce dispositif relatif aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois vise à ancrer la forêt dans le territoire et promouvoir la forêt comme instrument d'aménagement durable de l'espace.

Le dispositif a pour objectif de soutenir l'animation indispensable à la réussite des stratégies locales de développement de la filière forêt - bois sur un territoire. Cette animation est nécessaire à toutes les étapes de la vie de ces stratégies : émergence, mise en œuvre, actualisation.

L'amélioration des peuplements et la mobilisation des bois, dans un contexte tenant compte des enjeux environnementaux et des attentes sociétales, nécessitent la mise en place d'actions de développement associant les propriétaires forestiers, les professionnels de la filière, les collectivités territoriales, et autres acteurs concernés par les projets multifonctionnels qui émergeront.

Les actions devront chercher à mettre dans le circuit économique les propriétés qui en sont exclues, et à favoriser les liaisons entre les projets en recherchant les synergies.

Afin d'assurer un respect des conditions de gestion durable de la forêt, un respect de l'environnement par les entreprises de la filière et une offre à la vente de produits de qualité, il est proposé l'animation nécessaire à l'émergence de stratégies locales de développement relative à la filière forêt-bois.

1.2 Qui peut demander une subvention ?

Les bénéficiaires correspondent à tout porteur de projet collectif tels que :

- Les communes et leurs groupements,
- Les conseils départementaux
- les parcs naturels régionaux,
- les établissements publics type centre régional de la propriété forestière, délégation régionale du centre national de la propriété forestière, Agence des Espaces Verts...
- les associations,
- les syndicats mixtes,
- Les établissements consulaires
- Les organismes professionnels
- Les groupements d'Intérêt public,
- Les structures coopératives
- Les structures porteuses labellisées GIEEF

1.3 Quelles sont les zones géographiques concernées ?

La région Île-de-France

1.4 Quelles actions sont éligibles ?

L'animation nécessaire pour financer l'émergence et/ou l'animation de stratégies locales de développement forestier. Il s'agit des trois dispositifs suivants :

- une charte forestière de territoire
- en plan de développement de massif
- toute démarche stratégique valorisant la forêt et le bois dans une approche intégrée en créant des activités économiques (exploitation, commercialisation, débouchés...) et de services (protection de l'eau, de l'air, de la biodiversité, accueil du public en forêt...) et débouchant sur un programme d'actions comprenant principalement des investissements opérationnels.

Seules peuvent faire l'objet d'une subvention les SLDF qui remplissent les conditions suivantes :

- il s'agit d'une démarche multi-acteurs (participation de partenaires publics et privés représentatifs des opérateurs locaux lors de l'élaboration du projet) et multi-thématiques
- elles doivent être articulées avec les autres démarches territoriales,
- elles doivent comporter des propositions d'actions valorisant le rôle multifonctionnel de la forêt.

Le travail stratégique doit se traduire in fine par un document de description de la stratégie locale de développement présentant les différentes opérations à mettre en œuvre.

1.5 Eligibilité et sélection des projets

Le dispositif soutient :

- des études et diagnostics portant sur le territoire concerné ;
- des actions d'information de communication et de sensibilisation sur le territoire et sur la stratégie locale de développement forestier ;
- les actions de partage de connaissance et de formation pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie locale de développement (acquisition de compétences méthodologiques, transferts d'expériences et de bonnes pratiques liées au projet, etc.) ;
- les dépenses liées à l'animation (salaires et charges, frais professionnels associés) nécessaires à l'émergence et à la mise en œuvre des stratégies locales de développement forestier ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et l'accompagnement méthodologique des porteurs de projet ;
- les frais de fonctionnement (frais de déplacement et de réception, communication) et les petits équipements liés à l'animation pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies locales de développement forestier.

Ne sont pas éligibles :

- les frais de structure (loyers, électricité, entretien, etc.)
- la réalisation des actions qui ne relèvent que d'un secteur seul d'activité (contrairement aux stratégies multisectorielles attendues), ainsi que des actions qui relèvent des autres mesures du programme (investissements matériels par exemple).

Par ailleurs l'aide sera limitée à une période maximale de 7 ans, conformément à l'article 35(8) du règlement 1305/2013.

Les actions devront porter sur un territoire clairement délimité, regroupant au moins deux communes entières et contigües. Les communes du territoire candidat devront être situées dans les territoires ruraux ou périurbains d'Ile de France.

Les candidats devront remettre un document décrivant une stratégie locale de développement intégrée (développement économique, emploi, services rendus environnementaux ou sociaux) et présentant les différentes opérations à mettre en œuvre ;

Une attention doit être portée à la dynamique du territoire qui, à la lumière de l'expérience sur les chartes forestières de territoire, constitue un facteur important de succès. Il

convient donc de privilégier les projets portés par des territoires de type intercommunalité ou pays.

Les candidats devront démontrer le caractère nouveau de l'approche de coopération proposée par le porteur et/ou le territoire et de la plus-value attendue.

La sélection des projets se fera en fonction des principes suivants :

- caractère intégré de la stratégie
- dynamique de territoire
- caractère nouveau de l'approche de coopération

La grille de critères est présentée en annexe à cette notice.

1.6 Modalités de calcul de la subvention

Le taux maximal d'aides publiques pour ce dispositif est fixé à 80 % :

Pour l'animation liée à **la mise en œuvre d'une SLDF**, la part nationale provient principalement des collectivités territoriales. L'autofinancement des CRPF a le caractère de dépense publique nationale et peut appeler une contrepartie du FEADER.

2-Indications pour vous aider à remplir les rubriques du formulaire

2.1 Intitulé du projet

Vous indiquez ici le nom sous lequel votre projet sera connu par l'autorité chargée d'en assurer la gestion et par vos financeurs.

2.2 Identification du demandeur

Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculés au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics disposent d'un n° SIRET.

Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET : vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « manageo.fr » rubrique « informations entreprises ».

Si vous êtes un entrepreneur individuel ou une personne morale mais n'êtes pas immatriculé(e) : veuillez vous adresser au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre Départementale d'agriculture.

Pour les personnes physiques : veuillez compléter la demande d'aide par un n° PACAGE ou indiquer que vous ne disposez d'aucun numéro d'identification.

2.3 Coordonnées du demandeur

Il est important de pouvoir communiquer facilement avec vous (par exemple dans le cas de pièce manquante dans votre dossier) et par tous les moyens que vous jugez utiles.

2.4 Dépenses éligibles

- Les actions de partage de connaissances et de formation des personnes impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie locale de développement (acquisition de compétences, transfert d'expériences et de bonnes pratiques, etc.) ;
- les dépenses liées à l'animation (salaires et charges, frais professionnels associés) nécessaires à l'émergence et à la mise en œuvre des stratégies locales de développement ;
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage et l'accompagnement méthodologique des porteurs de projet ;
- les frais de fonctionnement (frais de déplacement et de réception, communication) et les petits équipements liés à l'animation pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies locales de développement.

2.5 Présentation résumée du projet

Vous devez décrire le projet pour lequel vous sollicitez une aide et joindre (voir la liste des pièces justificatives) tout document (technique, publicitaire, commercial) plus détaillé de présentation de votre projet.

Le dossier de demande d'aide comprend spécifiquement :

- la méthode d'élaboration du projet (modalités de consultation des acteurs, de travail, de décision...) sous la forme d'un cahier des charges,
- un document comportant une présentation du territoire concerné, des principaux enjeux pour la forêt dans le territoire concerné, des perspectives de la stratégie locale de développement,
- un planning prévisionnel
- le coût et le plan prévisionnels de financement de dépenses d'animation.

2.6 Calendrier prévisionnel des dépenses

Vous indiquerez ici les dates que vous prévoyez pour le début et de fin des travaux ou de la prestation pour lesquels vous demandez une aide.

2.7 Dépenses prévisionnelles

Vous indiquerez ici l'ensemble de vos dépenses prévisionnelles ; celles-ci s'établissent sur la base de devis.

Si vous récupérez la TVA en totalité, veuillez inscrire votre dépense HT dans la colonne « Montant HT ».

Si vous ne récupérez pas la TVA, veuillez inscrire votre dépense TTC dans la colonne « montant réel supporté ».

Si vous récupérez partiellement la TVA, veuillez inscrire votre dépense réelle dans la colonne « montant réel supporté ».

2.8 Recettes prévisionnelles

Les recettes sont les ressources résultant directement ou devant résulter, au cours de la période d'exécution de l'opération cofinancée, de vente, de location, de services, de droit d'inscription entrées dans le cadre d'organisation de manifestations ou d'autres ressources équivalentes.

2.9 Plan de financement prévisionnel du projet

Vous indiquerez ici, l'ensemble des contributeurs financiers à la réalisation de votre projet. N'oubliez pas de joindre à votre dossier les courriers qui attestent de la participation des financeurs. Vous pourrez remplir cette partie avec l'aide de la DRIAIF (Service chargé de la forêt et du bois).

3- Rappel de vos engagements

ATTENTION Pour être éligible, une dépense doit avoir fait l'objet d'une demande de subvention avant le début d'exécution du projet.

Vous devez notamment :

① **Respecter la liste des engagements figurant en page 5 du formulaire de demande d'aide.**

② **Vous soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation**

③ **Informez la DRIAIF (Service chargé de la forêt et du bois) en cas de modification du projet, du plan de financement, de l'un des engagements auquel vous avez souscrit en signant le formulaire de demande.**

④ **Informez la DRIAIF (Service chargé de la forêt et du bois) du début d'exécution de votre opération.**

4- Pièces à joindre

- Pour l'extrait K-bis de moins de 1 an : vous n'avez pas à le fournir si vous l'avez déjà remis à la DRIAIF (Service chargé de la forêt et du bois) après la dernière modification statutaire intervenue. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

5- La suite qui sera donnée à votre demande

ATTENTION Le projet pourra démarrer à la date d'accusé de réception de votre demande (courrier de la DRIAIF). Le dépôt du dossier et l'accusé de réception du dossier ne valent, en aucun cas, engagement de l'attribution d'une subvention. Vous recevrez ultérieurement la notification de la subvention.

La DRIAIF (Service chargé de la forêt et du bois) vous enverra un récépissé de dépôt de dossier.

Par la suite, vous recevrez : soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par un comité de sélection comprenant notamment le Conseil Régional Ile-de-France, autorité de gestion des mesures FEADER et les différents financeurs, puis par le Comité Régional de programmation du Conseil Régional Ile-de-France, vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

5.1 Si une subvention vous est attribuée :

Il vous faudra fournir au guichet unique vos justificatifs de dépenses et remplir un formulaire de demande de paiement. Le cas échéant vous pouvez demander le paiement d'un ou de plusieurs acomptes de subvention au cours de la réalisation de votre projet.

La subvention du Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) ne pourra vous être versée qu'après les paiements effectifs des subventions des autres financeurs.

5.2 Que deviennent les informations que vous avez transmises ?

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Alimentation, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, l'ASP, le Conseil Régional Ile de France et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France, Service chargé de la forêt et du bois - 18, Avenue Carnot - 94234 CACHAN Cedex - Tél. 01 41 24 17 00 - Fax. 01 41 24 17 15 - www.draf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr

6 En cas de contrôle

Modalité des contrôles : tous les dossiers ne font pas l'objet d'un contrôle. A partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place (après information du bénéficiaire 48h à l'avance, le cas échéant).

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis dont les attestations sur l'honneur et sur vos engagements.

Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans le formulaire de demande d'aide, et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits.

En cas d'anomalie constatée, la DRIAAF (Service chargé de la forêt et du bois) vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

ATTENTION

Le refus de contrôle, la non conformité de votre demande ou le non respect de vos engagements peuvent entraîner des sanctions

6.1 Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle :

Les factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et un tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité (Par exemple, lorsque les dépenses concernent des frais salariaux, vous devez conserver tout document permettant de reconstituer le temps de travail consacré à l'action ou le projet pour lequel vous avez demandé une aide).

6.2 Points de contrôle

Le contrôle sur place permet de vérifier :

o la réalité de la dépense que vous avez effectuée à partir de pièces justificatives probantes ;

o la conformité de ces dépenses aux dispositions communautaires, au cahier des charges et aux travaux réellement exécutés ;
o la cohérence de la dépense avec la demande initiale ;
o le respect des règles communautaires et nationales relatives aux appels d'offre publics et aux normes pertinentes applicables.

6.3 Sanctions en cas d'anomalies

En cas d'anomalie constatée, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

S'il est établi que vous avez délibérément effectué une fausse déclaration, le reversement intégral de l'aide vous sera demandé.

ANNEXE : CRITERES DE SELECTION – MESURE 16.7 SLDF

Les dossiers seront classés selon le nombre de points obtenus.
Un minimum de deux points est requis pour pouvoir prétendre à la subvention

Projets de lancement SLDF

Critère	Nb de point	Définition	Vérification
1-Cohérence du territoire choisi	De 0 à 3 points selon la qualité	définition du territoire et des enjeux de la mise en place d'une SLDF Qualité des arguments en faveur d'une pré sldf sur le territoire proposé	Références existantes : document valant « pré-diagnostic » argumentaire, enjeux cités. caractère prioritaire dans le PPRDF
2-Projet répondant à des enjeux préalablement identifiés	De 0 à 3 points selon la qualité	Pré-diagnostic du territoire mettant en évidence l'opportunité de développer une SLDF. Eléments permettant d'évaluer les chances de réussite du projet : acteurs motivés, ressources en bois importantes, enjeux variés, actions pressenties. Adéquation entre ls enjeux et les réponses proposées par le projet.	Références existantes : document valant « pré-diagnostic », PPRDF, enjeux cités. caractère prioritaire dans le PPRDF, réponses proposées
3-Porteur de la SLDF	+ 3	Projet disposant d'un portage politique local du territoire concerné par la SLDF (intercommunalité, PNR,...)	Descriptif du projet et / ou structure porteuse
4-Démarche collective	+ 1	Démarche associant au moins 3 types de partenaires différents (associations, communes, Communauté de communes, pays, département, groupement forestier...)	Lettres engagement des partenaires

Projets de mise en œuvre SLDF

Critère	Nb de points	Définition	Vérification
1- Porteur de la SLDF	+ 3	Projet disposant d'un portage politique local du territoire concerné par la SLDF (intercommunalité, PNR,...)	Qualité du portage - niveau d'engagement
2-Eléments permettant d'évaluer les chances de réussite du projet	De 0 à 3 points	acteurs motivés, ressources en bois importantes, enjeux variés, actions pressenties. Adéquation entre les enjeux et les réponses proposées par le projet. Faisabilité et résultats escomptés des actions proposées	Argumentaire du projet, références autres articles de journaux, diagnostics ... expertise
3-Projet de SLDF intégrée	+ 1	Action mettant en œuvre les volets économiques, sociaux et environnementaux	A évaluer dans le projet présenté
4-Démarche collective	+ 1	Démarche associant au moins 3 types de partenaires différents (associations, communes, Communauté de communes, pays, département, groupement forestier...)	Lettres d'engagement des partenaires